



Dr. Olivier Buirette

Les accords de Dayton signés le 14 décembre 1995 ont mis un terme

à la première phase de la guerre de dissolution de la Yougoslavie qui avait commencé quatre ans plus tôt, en 1991. Ces accords instituaient une structure politique complexe de gestion de la Bosnie-Herzégovine qui était l'un des États les plus symboliques de l'ancien « vivre ensemble » de la Yougoslavie titiste et un véritable laboratoire du projet de création d'une identité multiple yougoslave en mêlant les trois religions présentes (orthodoxe, catholique et musulmane) et les trois peuples (croate, serbe et bosniaque) qui s'étaient disputé cet État pendant quatre ans. L'Histoire en aura entre autres retenu le long siège de la capitale bosniaque, Sarajevo. Un siège qui a duré près de trois ans et qui a fait plus de 12 000 morts, civils et militaires confondus. Nous approchons donc du 30^e anniversaire de ces accords qui régissent toujours un équilibre fragile entre les communautés qui vivent en Bosnie-Herzégovine.

Le dernier élargissement concernant les « Balkans de l'Ouest » concerna la Croatie, qui adhéra à l'UE en 2013. Depuis cette date, de nombreuses crises — qu'elles soient financières et économiques ou,

Une nouvelle crise internationale en Bosnie-Herzégovine ?

plus grave encore, migratoires et sanitaires — ont paralysé le mécanisme des élargissements européens. Ce blocage a renvoyé une éventuelle reprise de ce processus à très loin, et ce même si un souhait réel d'ouverture émerge dans les intentions de la Présidence française de l'Union européenne (PFUE) qui vient de commencer.

Il en résulte pour cette région, et nous l'avons souvent écrit dans ces colonnes, une forme d'abandon qui provoque depuis quelque temps plusieurs problèmes et initiatives parfois unilatérales. On note ainsi l'émergence de nouveaux leaders forts dans la région à l'instar d'Eddie Rama en Albanie, d'Alexandre Vujic en Serbie, ou encore d'Albin Kurti au Kosovo. On peut citer aussi, en raison de l'absence de perspective d'élargissement, la mise en place de cette union douanière originale appelée « mini Schengen balkanique » qui a été lancée durant l'automne 2021 entre la Macédoine du Nord, la Serbie et l'Albanie.

À présent, c'est le fragile équilibre de la Bosnie-Herzégovine qui est menacé puisque s'opposent l'entité bosniaque musulmane et la République serbe de Bosnie (Republika Srpska), principa-

lement orthodoxe et encouragée par la Serbie d'Alexandre Vujic, elle-même soutenue par la Russie de Vladimir Poutine. Nous faisons donc face à un nouveau problème aux conséquences difficilement calculables. En effet, en octobre 2021, Milorad Dodik (membre du parti ultra nationaliste SNSD), l'un des représentants serbes de la présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, a annoncé pour juin 2022 un plan menant tout droit à une possible sécession de la Republika Srpska, l'une des composantes de cette fragile république à l'équilibre fort instable depuis les accords de Dayton. Si ce projet, qui est déjà soutenu par les États européens que sont la Serbie voisine et la Hongrie, va à son terme, les tensions ne pourraient que réapparaître dans l'ex-Yougoslavie, car cela permettrait à cette République serbe de Bosnie de proclamer son rattachement à la Serbie. Il faut ajouter à cela le fait que, du côté de Zagreb, des plans similaires existent pour rattacher la partie croate de la Bosnie-Herzégovine à la Croatie. Cette initiative est cette fois portée par le représentant croate Dragan Covic. Si les choses continuent à évoluer de cette manière, nous risquons de nous retrou-



ver dans la situation qui a précédé les accords de Dayton, à savoir la reprise d'une guerre régionale qui écartèlerait la Bosnie-Herzégovine entre la Croatie et la Serbie, mais aussi avec, au centre, une entité bosniaque musulmane autour de Sarajevo.

Cette nouvelle alerte n'est sans doute pas à prendre à la légère d'autant plus que, cette fois-ci, deux États membres de l'UE, la Croatie et la Hongrie, seraient parties prenantes dans ces séparatismes, tandis que la Serbie, à la faveur de la politique fort habile de son président Alexandre Vujic, ménage sa future adhésion à Bruxelles tout en entretenant le soutien de Moscou dans cette crise qui s'annonce. En outre, le changement de ton de Vladimir Poutine depuis janvier dernier dans le contexte de la crise ukrainienne pourrait faire craindre le pire.

À n'en pas douter, la PFUE va avoir son rôle à jouer. Reste à savoir quel sera ce rôle alors que la campagne présidentielle va entrer en France dans sa phase active.



Derya Adıgüzel

Après la reconnaissance de la République de Croatie par la Communauté européenne puis par de nombreux autres États le 15 janvier 1992, la République de Turquie a également reconnu la Croatie comme pays indépendant et souverain le 6 février 1992. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont établies quelques mois plus tard, le 26 août de la même année.

A l'occasion des célébrations entourant les trente années de relations bilatérales turco-croates, la Consule générale de la République de Croatie à Istanbul, la Dre Ivana Zerec, qui est une bonne amie, a organisé une élégante réception à laquelle j'étais présent, à l'hôtel Esplanade de Zagreb et au Pera Palace Hotel, l'un des hôtels historiques d'Istanbul, situé sur la route de l'Orient-Express. Parmi les nombreux invités, il y avait des représentants du monde de la culture, du sport, des sciences et des médias ainsi que des représentants des gouvernements locaux, des membres des services diplomatiques et d'autres responsables. Des hommes d'affaires tels que Mustafa Süzer, Demet Sabancı et Ebru Sanver,

Turquie et Croatie, 30 années d'amitié

des propriétaires de grands groupes turcs et des investisseurs en Croatie étaient également présents à l'événement. Aux côtés de Mme la Consule générale se trouvaient le patriarche œcuménique du patriarcat orthodoxe d'Istanbul, Bartholomée I^{er}, l'ancien ministre turc des Affaires étrangères Hikmet Çetin, Nihan Demirel Atasagun, le neveu de l'ancien président turc Süleyman Demirel, et le vice-gouverneur d'Istanbul Özlem Bozkurt Gevrek qui ont également prononcé des discours.

Dans son allocution, la Consule générale a souligné l'importance de la reconnaissance de la Croatie par la Turquie et le développement depuis trente ans de la coopération dans des domaines tels que

l'économie, le tourisme et l'éducation. La Dre Zerec a également rappelé qu'un potentiel économique considérable existera après l'entrée de la Croatie dans l'espace Schengen et dans la zone euro. Le patriarche Bartholomée, qui a envoyé un message de paix, a appelé à la solidarité : « *Toutes les institutions, les religions, les personnes bien intentionnées et en particulier les jeunes générations portent la responsabilité de la construction de la liberté, des droits de l'homme, de la dignité, de la société et d'une culture de solidarité.* »

Le pont Fatih Sultan Mehmet, qui relie la rive européenne à la rive asiatique d'Istanbul, s'est drapé des couleurs du drapeau croate tout au long de la nuit. C'est au sein de la municipalité de Beyoğlu, où se trouvait autrefois le consulat historique de la République de Dubrovnik (Ragusa), que se situe aujourd'hui le consulat général d'Istanbul de la République de Croatie. Signe de la qualité et de la profondeur des relations entre les deux pays, de grands panneaux affichant les drapeaux des deux



pays ont été placés dans les rues en l'honneur de cet anniversaire avec l'autorisation de la municipalité de Beyoğlu. Les événements qui se sont déroulés parallèlement au cours de la journée ont été couverts par les principaux médias turcs tandis que la nouvelle, accompagnée de photographies, a été reliée par les principaux journaux imprimés du pays. L'éclairage du pont et la réception donnée par la Consule ont été au cœur des actualités de la HTR (radiotélévision croate) et de la NTV turque. Un entretien avec la Consule générale a également été publié dans le magazine « Glas Koncila ». Ces importantes célébrations se sont poursuivies le lendemain avec la première projection du documentaire « Croates dans le Bosphore » à Istanbul. Le film, produit par HTR, est dirigé par Srdan Segarić et écrit par le Pr Vjeran Kursar et le Pr Vesna Miovic. Le Consulat général de la République de Croatie à Istanbul organise également des cours de croate qui suscitent un grand intérêt à l'occasion de cet important anniversaire. Grâce aux efforts de la Dre Ivana Zerec, on ne peut que ressentir le fait que les relations entre nos deux pays vont se renforcer.